

GOREE INSTITUTE **YOUTH LEADERSHIP ACADEMY**

EDITION 2025



Ministry of Foreign Affairs of the
Netherlands



Mariame Assane 



Gatta Coulibaly 



Mai Kassoum Karfé 



Soukainah Abdallah 



Hasniya Mint Ibrahim 



Soumaila Nabaloum 



Habibatu Dicko 



Rabi Issa Sadou Maiga 



Ramatoulaye Oumou Khairy Fall 



Edmonde Kabore 



Séphora Soukon Sanou 



Sorofing Traoré 



Sakinatou Walet 



Ndeye Astou Diouf 



Mariam Aldianabangou 



Maguette Diarra 



Salissou Mamane Elh Koudoubé 



Zan Dit Issa Diarra 



ZEBA Ziassou Zidafo Stella 



Zeinabou Boubacar ZAKOU 



Amadou Fall 



Esther Boro 



Do Dit Drissa Dao 



Daouda Kasse 

A propos de Gorée Institute

Fondé en Juin 1992, Gorée Institute est une organisation panafricaine de la société civile, qui a pour mission de contribuer à la mise en place de sociétés paisibles, justes et autosuffisantes en Afrique, de renforcer le dialogue politique pour la résolution pacifique des conflits, de contribuer à la consolidation des processus démocratiques et des institutions, et d'encourager la créativité artistique, sociale et économique.

L'Institut Gorée réalise sa mission par la recherche, la facilitation et l'intervention, et travaille en étroite collaboration avec les instances régionales et sous régionales africaines, les organisations de la société civile africaine et les citoyens africains.

Vision

Nous œuvrons pour une Afrique pacifique, juste et prospère, mieux intégrée sur la scène internationale, dotée de sociétés ouvertes et autonomes, d'institutions et d'individus forts, d'États efficaces mais démocratiques, d'entreprises prospères mais transparentes et d'une société civile socialement engagée mais indépendante.

En bref, nous travaillons chaque jour à renforcer l'ingéniosité de l'Afrique, à créer des coalitions entre les personnes et les institutions, tout en développant les outils et les méthodes nécessaires pour faire de la nouvelle Afrique du XXI^e siècle une réalité et non un simple rêve.

Mission

Notre mission est de promouvoir des sociétés pacifiques, prospères et autonomes en Afrique.

Axes Stratégiques



Démocratie,
Espace
Civique et
Processus
Politiques



Jeunesse,
Espace Public
et citoyenneté



Leadership
politique des
Femmes,
Consolidation de
la Paix et
Prévention des
conflits



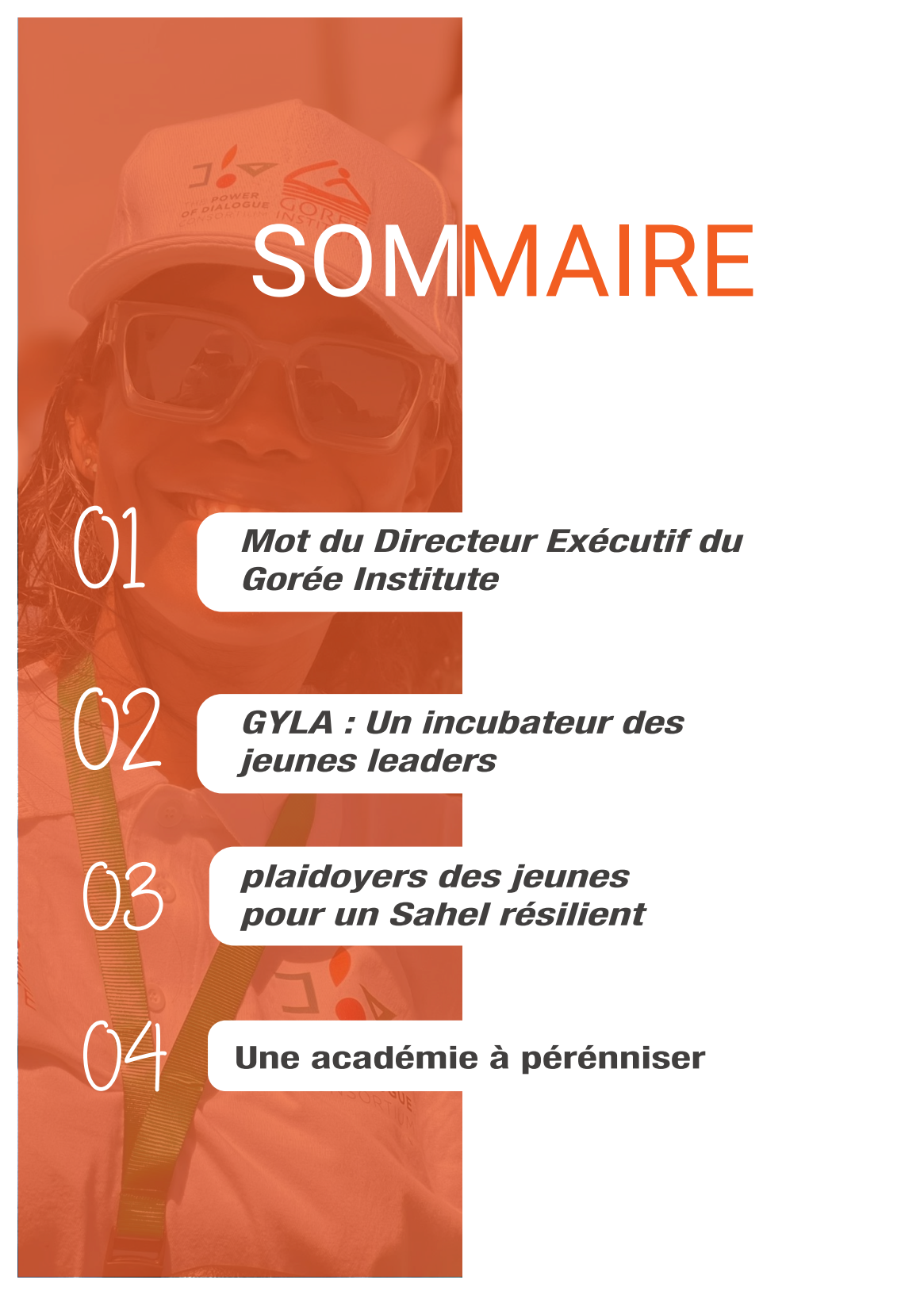
Changement
climatique,
Migration et
Résilience



Elections, Paix et
Sécurité :
Innovation
technologique
pour la
Démocratie



Recherche et
production de
savoirs



SOMMAIRE

01

***Mot du Directeur Exécutif du
Gorée Institute***

02

***GYLA : Un incubateur des
jeunes leaders***

03

***plaidoyers des jeunes
pour un Sahel résilient***

04

Une académie à pérenniser



Mot du Directeur

L'Académie des Jeunes Leaders du Gorée Institute ou **Gorée Youth Leadership Academy – GYLA** constitue l'un des axes majeurs de notre mission institutionnelle, qui vise à **promouvoir la paix durable, à renforcer l'État de droit et à soutenir des formes de gouvernance démocratique fondées sur le dialogue, la participation citoyenne et l'intégrité publique**. Fidèle à sa vocation panafricaine, le Gorée Institute continue de développer des initiatives qui contribuent à la consolidation de sociétés inclusives, résilientes et respectueuses des droits fondamentaux. L'Institut travaille à outiller les citoyens, les institutions et les communautés en vue d'une transformation sociale fondée sur l'éthique, l'intégrité et la participation active.

Le **GYLA** répond à un besoin stratégique identifié : celui de former, accompagner et soutenir une nouvelle génération d'acteurs capables de jouer un rôle structurant dans les dynamiques socio-politiques et économiques du continent. C'est dans cet esprit que nous avons conçu l'Académie des Jeunes Leaders. Il s'agit de répondre à une aspiration forte et partagée : **construire une nouvelle génération de leaders africains capables d'exercer une influence positive, de proposer des solutions innovantes et de défendre l'État de droit dans leurs milieux respectifs**. Notre objectif est d'accompagner ces jeunes femmes et hommes dans le développement d'un leadership responsable, compétent et ancré dans les valeurs du service public, du dialogue et du respect du bien commun..

Le GYLA offre un parcours structuré qui combine :

- **des sessions de formation de haut niveau**, animées par des experts internationaux, des universitaires reconnus et des praticiens chevronnés ;
- **un encadrement personnalisé par des coaches expérimentés**, pour renforcer le potentiel individuel, affiner les projets de plaidoyer, de leadership et

consolider les compétences nécessaires à l'action collective ;

- **des Actions Terrains Encadrées (ATE)**, qui permettent aux participants d'appliquer concrètement les connaissances acquises, d'interagir avec les communautés, de conduire des diagnostics locaux et de co-construire des initiatives porteuses de changement durable.

L'approche intégrée de l'Académie vise non seulement la transmission de connaissances, mais aussi la construction d'une posture éthique fondée sur la responsabilité, la redevabilité, la compétence et l'engagement citoyen. Elle traduit notre volonté de **lier la théorie à la pratique, le savoir à l'action, la réflexion à la transformation**. Elle contribue à l'émergence d'un leadership africain aligné avec les valeurs du Gorée Institute et les exigences contemporaines d'une gouvernance efficace et inclusive.

Nous exprimons notre profonde reconnaissance au **Ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas**, dont l'appui financier, assuré à travers le **Consortium Power of Dialogue**, constitue un soutien déterminant pour la mise en œuvre et la pérennisation de ce programme. Leur engagement en faveur du dialogue, du leadership inclusif et de la participation citoyenne renforce notre capacité à offrir une formation de qualité et à toucher un nombre croissant de jeunes leaders à travers le continent.

À tous les jeunes leaders de cette Académie, je voudrais rappeler que le leadership est un devoir, un engagement envers soi-même et envers la société. Votre parcours à l'Académie doit être guidé par la rigueur, l'humilité, la discipline, l'intégrité et le sens de la responsabilité. Le continent a besoin de femmes et d'hommes qui allient compétence et valeurs, vision et action, savoir-faire et savoir-être.

Le Gorée Institute est fier de marcher à vos côtés et de contribuer, avec vous, à bâtir un avenir fondé sur la paix, la justice et la dignité humaine. L'Afrique de demain vous appartient et elle attend votre courage, votre intelligence collective et votre engagement citoyen dans l'espace public.

À l'ensemble des partenaires, formateurs, coaches et institutions collaboratrices, le Gorée Institute adresse ses remerciements pour leur engagement, leur rigueur et leur contribution active à la réussite de cette initiative stratégique. L'Académie des Jeunes Leaders – GYLA demeure un investissement durable dans l'avenir, orienté vers la construction de sociétés africaines plus justes, plus pacifiques et plus résilientes.

Doudou Dia
Directeur Exécutif
Gorée Institute

GYLA : Un incubateur des jeunes leaders

« Promouvoir le leadership des jeunes dans la consolidation de la paix, la prévention des conflits et la participation politique au Sahel »

Le Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA) est une réponse à l'une des principales questions et conclusions de l'analyse d'économie politique réalisée par l'Institut Gorée, selon laquelle les femmes et les jeunes se préoccupent des questions de gouvernances politiques, de paix et de sécurité entre autres, mais que leur représentation dans les instances de prise de décision politique est limitée, en particulier dans le Sahel, en raison du manque d'expérience, d'opportunités, de connaissances requises et de confiance en soi. En réponse à ce constat, le programme GYLA cible donc les jeunes hommes et les femmes pour les outiller aux questions de consolidation de la paix, de prévention des conflits, de participation politique de plaidoyer etc., basés sur leurs intérêts et besoins.

En Afrique, ces dix dernières années, sont marquées par une effervescence de mobilisations importantes à succès des jeunes sur les champs de la démocratie et de la participation citoyenne. Ces mobilisations se font souvent à travers les technologies civiques (Civic Tech) qui concentrent à la fois les technologies et les démarches qui favorisent et renforcent le rôle joué par les citoyens dans la consolidation des débats publics. La manifestation des Civic Tech peut prendre plusieurs formes en fonction du contexte de leur émergence avec des résultats saisissants.

D'un autre côté, les jeunes pétris

de talents et motivés à participer à la vie politique de leur pays manquent d'occasions pour le faire et très souvent finissent par perdre de la motivation. Tant bien qu'il arrive à ce que certains par des dynamiques individuelles ou de groupe proposent des idées, des solutions techniques et des initiatives citoyennes.

Cependant, ces derniers méritent que leurs capacités soient renforcées surtout en matière de leadership civique et politique. Fort de ce constat, et conscient les enjeux qui tournent autour de la participation des jeunes, le GYLA vient créer à travers le

renforcement de cette jeunesse, des acteurs de changement, capables de s'affirmer et de porter des initiatives tenant compte de leurs droits et de leurs rôles et ayant un impact à tous les niveaux de la société. Le programme offre à ces jeunes une opportunité de développer leur leadership et de renforcer leur potentiel afin qu'ils puissent s'imposer dans un environnement instable et défavorable à leur plein épanouissement et qui porte atteinte à leur engagement.

Power of Dialogue

Le programme Power Of Dialogue (2021 - 2026) est mis en œuvre par un consortium de quatre organisations dont le Gorée Institute , CEMI Tunisie, NIMD, et Akina Mama Wa Afrika. Il est centré sur le renforcement des capacités des femmes et les jeunes leaders. Ce renforcement des capacités leur permet d'influencer efficacement et participer à des processus politiques qui respectent et promeuvent les normes et valeurs démocratiques. Les femmes et l'autonomisation des jeunes sont donc des thèmes clés du programme.

L'objectif ultime du PoD est de « contribuer à un espace démocratique pacifique, et une prise de décision politique inclusive, réactive et représentative à tous les niveaux» . Le programme se concentre spécifiquement sur les jeunes et les femmes leaders en tant qu'agents du changement pour des systèmes politiques inclusifs et des changements politiques pacifiques. Ces dirigeants ont besoin de de l'aide pour entrer dans le système politique et exercer leur droit d'influencer la prise de décision.

***Près d'une centaine de jeunes leaders formés
Au Burkina Faso, au Mali, au Niger et au Sénégal***



plaidoyers des jeunes pour un Sahel résilient



Cette section est dédiée à la présentation des thématiques de plaidoyer conçues intégralement par les jeunes. Il ne s'agit pas ici de documents de plaidoyer complets, mais de synthèses concises de leurs propositions, destinées à servir de support de référence pour l'ensemble des parties prenantes.





ZEBE Ziaassou Zidafo Stella



«Aucune paix durable ne peut se construire sans la voix, la vision et l'action des femmes.»

La jeunesse féminine du Burkina Faso n'est pas seulement l'avenir de la paix, elle en est déjà la force vive et la conscience éclairée.»

Renforcer l'implication des filles et des femmes dans la consolidation de la paix et la sécurité à Ouagadougou

Ce plaidoyer met en avant l'urgence de renforcer la participation des filles et des femmes dans les processus décisionnels de paix et de sécurité au Burkina Faso. Dans un contexte marqué par une crise sécuritaire prolongée, des déplacements massifs et une fragilisation du tissu social, les femmes demeurent des piliers essentiels de la résilience communautaire, de la médiation et de la cohésion sociale. Pourtant, leur contribution reste sous-valorisée et leur présence dans les instances décisionnelles demeure marginale.

S'appuyant sur la Résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies et sur la Politique nationale genre du Burkina Faso, ce plaidoyer adopte une approche à la fois qualitative et participative, combinant revue documentaire, entretiens et enquêtes de terrain. L'analyse révèle que les principaux obstacles à la participation féminine sont liés aux normes sociales patriarcales, à l'insécurité, au manque de ressources et à la faible volonté politique.

Cependant, les femmes et les jeunes filles sont des actrices de changement incontournables. Leur leadership communautaire, leur sens du dialogue et leur engagement pour la paix constituent des leviers stratégiques pour une gouvernance sécuritaire inclusive.

Le plaidoyer recommande l'institutionnalisation de la participation féminine dans les dispositifs de sécurité, le renforcement des capacités des femmes et des filles, la création d'espaces sûrs de dialogue, la valorisation des initiatives féminines et la collaboration multisectorielle entre acteurs publics, communautaires et internationaux.

En définitive, la paix durable au Burkina Faso ne pourra être atteinte sans la pleine participation des femmes et des jeunes filles dans la gouvernance sécuritaire. Leur inclusion n'est pas un luxe, mais une exigence pour bâtir une société plus juste, résiliente et porteuse d'avenir.



Sorofing Traoré

« Garantir l'accès sécurisé des femmes à la terre est essentiel pour l'autonomisation économique et l'égalité des sexes, transformant ainsi les communautés rurales au Mali. »

Accès sécurisé des femmes à la terre dans la région de Sikasso

Contexte

Cet article de plaidoyer s'inscrit dans un cadre où, malgré des avancées législatives encourageantes, le Mali demeure confronté à d'importants obstacles dans la garantie des droits fonciers des femmes. Dans un pays où les femmes contribuent à hauteur de 70% de la production alimentaire, mais ne détiennent que 7% des titres fonciers, la question de l'accès à la terre est cruciale pour le développement rural durable et l'autonomisation économique des femmes.

Objectif

L'objectif principal de cet article est d'analyser en profondeur les obstacles socio-culturels, économiques et juridiques qui entravent la sécurisation des droits fonciers des femmes dans la région de Sikasso, et d'élaborer des recommandations concrètes pour promouvoir un accès équitable aux terres. Il s'agit également d'attirer l'attention des décideurs sur l'importance de l'égalité de genre dans le secteur foncier.

Méthodologie

L'étude se fonde sur une revue exhaustive de la littérature existante, y compris les lois foncières pertinentes et les rapports d'analyse de la gouvernance foncière. Des entretiens semi-directifs ont été menés avec des agricultrices, des leaders communautaires et des autorités locales pour recueillir des témoignages directs sur les défis rencontrés par les femmes en matière d'accès à la terre.

Résultats

Les résultats de l'étude révèlent plusieurs défis majeurs :

- **Coutumes patriarcales persistantes** : Des traditions qui limitent l'héritage féminin continuent de prévaloir, créant des barrières à l'accès des femmes aux terres.
- **Faible vulgarisation des lois foncières** : La méconnaissance des droits par les femmes et communautaires limite leur capacité à revendiquer des titres de propriété.
- **Analphabétisme et coûts élevés du titrage** : Ces facteurs excluent de facto de nombreuses femmes des systèmes formels d'accès à la terre. Malgré ces obstacles, des initiatives locales, telles que le COFO et la FENAFER, ont démontré leur impact positif en sécurisant des terres pour des groupements féminins, prouvant que des actions communautaires peuvent faire une différence significative.

Recommandations

Pour améliorer la situation, il est recommandé :

- **De renforcer la sensibilisation** sur les droits fonciers des femmes à travers des campagnes éducatives et des formations.
- **D'améliorer l'accès à l'éducation** pour permettre aux femmes de mieux comprendre et revendiquer leurs droits fonciers.
- **D'encourager des politiques inclusives** qui favorisent l'égalité des genres au sein des instances de gouvernance foncière.



Ndeye Astou DIOUF

Une démocratie sans Femmes aux instances de décision est une démocratie amputée de la moitié de sa légitimité. La représentativité des femmes dans les instances de décision n'est pas une faveur : c'est une nécessité pour la justice, l'équilibre et l'efficacité du pouvoir démocratique.

La représentativité des Femmes dans les sphères de décision : un impératif démocratique au Sénégal

Cet article intitulé *la représentativité des Femmes dans les sphères de décision : un impératif démocratique au Sénégal* se propose d'examiner les facteurs sous-jacents qui contribuent à la faible représentation des femmes dans les sphères de décision. L'objectif général de cette recherche vise à contribuer et à renforcer le plaidoyer en faveur d'une représentativité équitable et effective des femmes dans les sphères de décision, en mettant en lumière les enjeux démocratiques de cette question. En effet, l'approche adoptée est essentiellement basée sur la méthode qualitative, notamment des entretiens, des observations et des analyses de documents.

Cette contribution vise à apporter une meilleure compréhension des facteurs limitant la représentativité **des femmes** dans les sphères de décision, à travers une analyse approfondie des obstacles économiques, politiques, socioculturels et juridiques. Ensuite, la mise en évidence des enjeux démocratiques liés à la faible participation des femmes dans les instances décisionnelles, démontrant l'importance de la parité pour la consolidation de la démocratie.

Et enfin, une sensibilisation accrue des décideurs et du grand public sur la nécessité d'assurer une représentativité équilibrée entre les femmes et les hommes dans les instances de décision.



Mai Kassoum Karfé

La participation des femmes aux décisions locales est la clé d'une gouvernance juste, stable et durable.

La participation active des femmes de la commune rurale d'Ayerou (Région de Tillabéry) aux cercles de prise de décision

Située dans un contexte marqué par l'insécurité, la pauvreté et les tensions communautaires, la commune d'Ayerou connaît une faible représentation des femmes dans les instances décisionnelles, malgré les cadres juridiques favorables comme la loi nigérienne sur les quotas.

Le plaidoyer démontre que la marginalisation des femmes dans les structures locales (COGES, comités de santé, conseils municipaux, etc.) découle de multiples facteurs : faible niveau d'instruction, pesanteurs socioculturelles, responsabilités domestiques et stéréotypes de genre. En dépit de ces contraintes, les femmes d'Ayerou disposent d'un potentiel considérable pour contribuer à la gouvernance inclusive, la prévention des conflits et le développement durable.

À travers une approche participative, l'étude met en avant des solutions concrètes : renforcer les capacités des femmes, promouvoir leur scolarisation, appliquer effectivement la loi sur le quota, encourager le mentorat féminin et instaurer des dialogues communautaires pour déconstruire les normes discriminatoires. Ce plaidoyer appelle également les autorités locales, leaders religieux, bailleurs et médias à soutenir l'autonomisation des femmes et à créer un environnement favorable à leur participation équitable aux décisions publiques.

Ainsi, la participation active des femmes n'est pas seulement une exigence d'égalité, mais un levier essentiel de cohésion sociale, de paix et de développement inclusif à Ayerou et au Niger en général.



Gatta COULIBALY

« Quand les générations s'écoutent et agissent ensemble, la jeunesse ne devient pas la relève : elle devient la continuité. »

Transition politique et rétrécissement de l'espace public au Mali

Dans un contexte marqué par les coups d'État successifs, la crise sécuritaire et la fragilité institutionnelle, l'espace public malien s'est progressivement refermé. Les autorités de transition ont multiplié les mesures restrictives : suspension puis dissolution des partis politiques, encadrement des manifestations, pressions sur les médias et application rigide de la loi sur la cybercriminalité créant un climat de peur, d'autocensure et de méfiance. Cette situation révèle un décalage profond entre les garanties constitutionnelles de liberté (expression, association, réunion) et leur application réelle. Pourtant, des voix citoyennes, médiatiques et féministes continuent de se lever pour défendre un espace civique ouvert, dénoncer la répression et

plaider pour le dialogue, la concertation et la participation inclusive. Mon plaidoyer vise à **renforcer la résilience des acteurs de la société civile et des médias, à favoriser le dialogue entre les citoyens et les autorités, et à promouvoir la liberté d'expression comme pilier essentiel d'une transition réussie.** J'appelle à la mise en place d'un **observatoire citoyen** pour documenter les violations, soutenir les défenseurs des droits humains et relancer une dynamique de participation démocratique.

La réouverture de l'espace public est une condition indispensable à la cohésion nationale, à la confiance entre gouvernants et citoyens, et au retour durable à l'ordre constitutionnel.



Dô dit Drissa DAO

« L'éducation aux médias et à l'information est un vaccin social contre la désinformation et le rempart de notre cohésion nationale »

Éducation aux médias et à l'information (EMI) pour une meilleure citoyenneté au Burkina Faso

Le Burkina Faso, avec une jeunesse connectée mais vulnérable face à la désinformation, fait face à une crise informationnelle. Notre plaidoyer démontre que la désinformation n'est pas seulement une menace médiatique, mais un enjeu éducatif, démocratique et sécuritaire. Elle altère les apprentissages, fracture la cohésion sociale et sape la confiance dans les institutions.

Notre enquête qualitative, menée auprès d'acteurs institutionnels, académiques et de la société civile, révèle une intégration insuffisante et non structurée de l'Éducation aux Médias et à l'Information (EMI) dans le système éducatif

burkinabè. Malgré des initiatives locales prometteuses, l'absence de référentiel national, de formation des enseignants et de cadre juridique adapté limite son impact.

Face à ce constat, ce plaidoyer propose une feuille de route opérationnelle pour faire de l'EMI une politique éducative nationale : adoption d'un référentiel d'EMI, formation des enseignants, modernisation du cadre juridique et création d'un fonds dédié. L'objectif est de doter la jeunesse burkinabè des compétences critiques nécessaires pour exercer une citoyenneté éclairée, résiliente et responsable.



Habibatou Dicko

Les jeunes sont le présent et le futur. Ils doivent être pleinement représenter lors des efforts de paix ; pour une cohésion sociale durable.

participation des jeunes aux processus de paix et de cohésion sociale dans la région de Gao

L'étude porte sur l'analyse de la participation des jeunes aux processus de paix et de cohésion sociale dans la région de Gao, l'une des zones les plus affectées par les crises sécuritaires au Mali. La recherche conduite à travers une approche qualitative, a mobilisé une revue documentaire et une quinze d'entretiens semi-directifs auprès de jeunes, de responsables institutionnels, d'associations locales et de leaders communautaires.

L'analyse révèle que les jeunes, qui représentent près de 31,89% de la population de la région de Gao, jouent un rôle ambivalent. Ils sont à la fois des acteurs de résilience, ayant organisé des patrouilles et des mouvements de protection civile durant la crise sécuritaire, mais peuvent aussi être des acteurs instrumentalisés par les groupes armés. Cependant, leur participation aux processus formels de paix et de médiation reste largement marginale et

symbolique. Les principaux obstacles identifiés sont entre autre l'instrumentalisation, les barrières socioculturelles, le manque de cohésion interne, l'insuffisance des espaces d'expressions etc.

Explicitement, les jeunes sont mobilisés lors des affrontements physiques mais exclus des tables de négociation au profit des aînés. Les divisions et rivalités entre les organisations de jeunes affaiblissent leur capacité d'action collective. L'insuffisance d'espaces d'expression dédiés et une représentation souvent basée sur l'affinité plutôt que sur la légitimité.

L'étude conclut sur la nécessité de créer des cadres de dialogue intergénérationnel et de garantir une participation effective des jeunes, non plus comme de simples assistants, mais comme des acteurs clés pour la construction d'une paix durable à Gao.



Zeinabou Boubacar ZAKOU



Promouvoir le civisme, c'est investir dans la stabilité et le développement durable du Niger, passons à l'action.

La jeunesse face aux défis du civisme : Exemple de la région de Niamey

Dans le contexte actuel du Mon Pays(NIGER), marqué par des mutations politiques, sociales et économiques profondes, la question du civisme et de l'engagement citoyen de la jeunesse constitue un enjeu majeur pour la stabilité et le développement durable du Niger. La région de Niamey(la capitale), en tant que centre politique, économique et culturel, reflète de manière particulière les défis et les potentialités liés à cette problématique. Le civisme, entendu comme l'ensemble des attitudes et comportements respectueux des lois, des institutions et du bien commun, semble aujourd'hui fragilisé par une crise de valeurs, une faible participation citoyenne et une méfiance croissante envers les structures étatiques. Cependant, la jeunesse Nigérienne, représentant plus de la moitié de la population, demeure un acteur stratégique capable d'impulser une dynamique de changement positif, pour peu qu'elle soit accompagnée et impliquée de manière effective dans les processus décisionnels.

L'objectif général de mon plaidoyer est de promouvoir, auprès des autorités et des

acteurs sociaux, le renforcement du civisme et de l'engagement citoyen des jeunes dans la région de Niamey à l'horizon 2026. Plus spécifiquement, il s'agit d'encourager les médias et les leaders d'opinion à inscrire ces thématiques dans les débats publics, de créer des espaces de dialogue et de participation ouverts aux jeunes et à la population, et de renforcer la conscience collective sur le lien entre civisme, responsabilité citoyenne et cohésion sociale.

Ainsi, ce travail met en lumière la nécessité d'une synergie entre les institutions publiques, la société civile, les médias et les organisations de jeunesse pour instaurer une culture civique durable. Le civisme ne saurait être considéré comme une simple norme comportementale, mais plutôt comme un levier essentiel de gouvernance, de paix sociale et de développement. Une jeunesse informée, formée et engagée devient alors le pilier d'un Niger plus uni, plus responsable, plus fort et résolument tourné vers l'avenir.



Soumaila NABALOU

L'avenir du Sahel ne peut se construire sans la jeunesse

Promouvoir une gouvernance transparente et responsable pour un Burkina Faso prospère et juste

Le Burkina Faso est confronté depuis plusieurs années à des fléaux sociaux majeurs qui entravent sérieusement l'instauration d'une gouvernance efficace et équitable. Parmi ces maux, la corruption, régulièrement mise en lumière dans les rapports de l'Autorité supérieure de contrôle d'État et de lutte contre la corruption (ASCE-LC) et le détournement des deniers publics, dont l'affaire Tegnán impliquant trois milliards de FCFA constitue un exemple emblématique, illustrent la gravité de la situation.

Notre plaidoyer met en évidence que ces dérives constituent un frein majeur à l'émergence d'un Burkina Faso prospère et juste. Elles compromettent la transparence dans la gestion publique, affaiblissent les institutions, et engendrent un manque à gagner considérable pour l'État, tout en

menaçant les fondements de la justice sociale.

L'enquête qualitative que nous avons menée, d'une part auprès d'acteurs institutionnels, académiques et de la société civile, et d'autre part à travers l'analyse de la littérature scientifique et des instruments juridico-institutionnels relatifs à la protection des ressources publiques, révèle une gouvernance défailante aux conséquences multiples.

Ce plaidoyer propose une feuille de route opérationnelle articulée autour de deux axes majeurs à savoir le renforcement des institutions garantes de la gestion rigoureuse et transparente des finances publiques; et la promotion d'une citoyenneté intégrée et active, condition essentielle pour instaurer une culture de redevabilité, de justice sociale et de gouvernance responsable.



Hasniya Mint IBRAHIM



« La jeunesse sahélienne n'est pas une victime du changement climatique, mais une force d'innovation et de résilience pour bâtir un avenir durable. »

Résilience climatique et problématique de paix dans la région de Gao

Cet article met en évidence le lien étroit entre changement climatique et instabilité sécuritaire dans la région de Gao, au nord du Mali. Les sécheresses prolongées, la dégradation des terres et la raréfaction des ressources naturelles ont fragilisé les systèmes agricoles et pastoraux, entraînant une compétition accrue pour l'accès à l'eau et aux pâturages. Cette pression environnementale accentue les tensions intercommunautaires et alimente les conflits locaux, dans un contexte déjà marqué par la faiblesse de la gouvernance et la présence de groupes armés.

Les jeunes, représentant la majorité de la population, se trouvent au cœur de cette crise. Confrontés au chômage, à l'exclusion sociale et à l'insécurité, ils deviennent particulièrement vulnérables aux recrutements armés et à la migration forcée. Le changement climatique agit donc comme un multiplicateur de menaces, aggravant les fragilités économiques, sociales et sécuritaires de la région.

Face à ces défis, l'article appelle à une approche intégrée de la résilience climatique et de la paix, fondée sur la participation des communautés locales, en particulier des jeunes et des femmes.

La méthodologie repose sur une analyse documentaire et des entretiens de terrain,

permettant de croiser les données institutionnelles avec les réalités vécues à Gao.

Les résultats montrent que les mécanismes traditionnels de gestion des conflits (chefferies, leaders religieux, concertations communautaires) restent pertinents mais nécessitent un renforcement face aux pressions climatiques et sociales.

La société civile, notamment les jeunes et les femmes, joue un rôle central dans la sensibilisation, le reboisement et la promotion de la cohésion sociale, mais manque de ressources et d'accompagnement durable.

L'article conclut que la résilience climatique est une condition essentielle à la stabilité et à la paix à Gao. Il formule plusieurs recommandations, dont :

- **Impliquer davantage les jeunes et les femmes dans les politiques de résilience et de gouvernance locale ;**
- **Intégrer la dimension climatique dans les stratégies de paix et de sécurité ;**
- **Renforcer les capacités des collectivités territoriales et soutenir les initiatives locales de gestion durable des ressources naturelles.**



Esther BORO



« Là où tout semble s'effondrer, la jeunesse peut relever le monde si seulement on lui tend la main et on lui fait confiance. »

Cohésion sociale et inclusion effective des jeunes dans le processus de paix et de solidarités

Le déplacement massif des populations dans la région de BANKUI(Boucle du Mouhoun,) une crise humaine qui bouleverse les repères, fragilise les familles et met à l'épreuve la cohésion entre communautés hôtes et déplacées. Derrière chaque camp, chaque abri provisoire, il y a des jeunes pleins de rêves, de talents et de courage, mais souvent laissés en marge des décisions qui concernent leur avenir.

Nous croyons profondément que la paix et la cohésion sociale ne peuvent se construire sans eux. Les jeunes ne doivent plus être perçus comme des spectateurs, mais comme des acteurs capables de rebâtir la confiance, de réinventer la solidarité et d'inspirer l'espérance. Leur voix, leur créativité et leur engagement sont des ressources précieuses pour

recoudre le tissu social déchiré par la peur et la précarité.

À travers ce plaidoyer, Nous appelons à l'inclusion véritable des jeunes, qu'ils soient déplacés ou issus des communautés hôtes, dans tous les processus de dialogue, de gouvernance locale et de développement communautaire. Inclure la jeunesse, c'est donner un visage humain à la paix. C'est transformer la douleur en action, et l'incertitude en avenir partagé.

Nous rêvons d'une Boucle du Mouhoun où chaque jeune se lève non pas avec la peur du lendemain, mais avec la conviction qu'il peut changer les choses, qu'il compte, et qu'il appartient à une communauté unie par l'espérance.



Daouda KASSE

L'exclusion n'est pas une fatalité mais le résultat de biais structurels. L'absence des jeunes dans la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) sénégalaise est textuelle, procédurale et technique ; elle peut et doit être corrigée par une volonté politique forte.

Jeunesse et changements climatiques au Sénégal : Cas CDN

Cette contribution cherche à démontrer les mécanismes d'exclusion de la jeunesse sénégalaise dans la conception et la mise en œuvre de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) et formuler des recommandations concrètes pour une inclusion effective.

Elle combine une revue documentaire approfondie (CDN, PNA, rapports de l'UNICEF, etc.) à une observation participante lors d'ateliers de consultation (ex : atelier APS, avril 2025). Elle s'appuie sur une analyse critique des textes politiques et des processus de gouvernance climatique.

Les résultats révèlent une exclusion multidimensionnelle de la jeunesse. La CDN présente une insensibilité structurelle en ne documentant pas

les vulnérabilités spécifiques des jeunes et en les invisibilisant via une approche sectorielle. Les mécanismes consultatifs existants sont ponctuels, informels et interviennent trop tard dans le processus décisionnel, les réduisant à des alibis. Enfin, une barrière technique et un déficit de capacitation systématique empêchent une participation pleine et entière.

Pour garantir l'efficacité et la légitimité de l'action climatique sénégalaise, la prochaine révision de la CDN doit impérativement institutionnaliser la participation des jeunes, intégrer leurs solutions et les financer. L'enjeu est de passer d'une politique climatique pour la jeunesse à une politique par et avec la jeunesse.



Séphora Soukon SANOU



« Chaque fille maintenue à l'école est une promesse tenue contre le mariage précoce. »

Maintenir les jeunes filles à l'école pour briser le cycle des mariages précoces dans la région du Nakambé au Burkina Faso

Au Burkina Faso, précisément dans la région du Nakambé où les mariages précoces continuent de compromettre l'avenir de milliers de jeunes filles, l'école apparaît comme le premier rempart contre cette pratique. Notre plaidoyer démontre que le maintien des filles à l'école n'est pas seulement un enjeu éducatif, mais aussi un levier fondamental pour la santé, l'équité et le développement durable. L'éducation retarde l'âge du mariage, favorise l'autonomie des filles et renforce leur participation citoyenne et économique.

Notre étude, menée auprès d'élèves, d'enseignants, de parents et de leaders communautaire et religieux, met en évidence des avancées encourageantes, mais aussi de profondes inégalités liées à la

pauvreté, aux normes sociales et au manque d'infrastructures adaptées. L'absence de politiques coordonnées et de mécanismes de suivi limite encore la portée des initiatives existantes.

Face à ce constat, ce plaidoyer propose une feuille de route pour faire de l'éducation des filles une priorité nationale : renforcement des bourses scolaires, campagnes communautaires de sensibilisation, amélioration des conditions d'apprentissage et mise en place de dispositifs de réintégration pour les jeunes mères. L'objectif est clair : garantir à chaque fille un parcours scolaire complet, condition indispensable pour construire une société plus juste et égalitaire.



Mariama ASSANE



« Donner la voix aux invisibles, c'est faire de chaque jeune un acteur de dignité et de justice pour les déplacés internes au Niger. »

“Invisibles mais pas oubliés” Personnes déplacées internes (PDI) et gouvernance inclusive au Niger : cas des sites de Niamey et Maradi

Le Niger fait face à une crise humanitaire majeure, avec plus de 700 000 personnes déplacées à l'intérieur du pays (HCR, 2024). Les personnes déplacées internes (PDI) vivent une double invisibilité, sociale et institutionnelle, qui limite leur accès aux services essentiels et à la participation citoyenne, notamment dans les sites de Niamey et Maradi.

Ce plaidoyer met en lumière l'importance d'une gouvernance inclusive, capable de garantir la protection, la dignité et les droits fondamentaux des PDI.

Il propose trois axes principaux :

- 1. Sensibiliser les décideurs et partenaires sur les besoins et droits des PDI.**
- 2. Assurer un accès équitable aux services sociaux et humanitaires.**
- 3. Mobiliser la jeunesse et la société civile pour renforcer la participation citoyenne et la solidarité.**

L'objectif est de transformer l'invisibilité en visibilité, tout en faisant des jeunes leaders des acteurs clés de changement social au Niger.



Rabi Issa Sadou Maiga



« Autonomiser les jeunes, c'est prévenir les conflits et bâtir durablement la paix dans nos régions. »

Autonomiser la jeunesse nigérienne : un impératif pour la paix et la stabilité dans la région de Tahoua

Le projet intitulé « *Autonomiser la jeunesse nigérienne : un impératif pour la paix et la stabilité dans la région de Tahoua* » vise à faire de la jeunesse un véritable levier de développement et de cohésion sociale. À travers ce plaidoyer, l'accent est mis sur l'urgence de renforcer les capacités des jeunes, en particulier dans les zones à risque, afin de prévenir les conflits, lutter contre l'oisiveté, l'extrémisme violent et promouvoir une culture de paix.

Le projet encourage l'entrepreneuriat, l'éducation civique

et la participation active des jeunes à la vie sociale et économique de leur région.

Il souligne également le besoin de collaboration entre les institutions publiques, les partenaires techniques et les organisations de la société civile pour soutenir cette dynamique de transformation. Le document plaide pour des politiques inclusives, des financements ciblés et des espaces sûrs d'expression pour les jeunes afin de garantir leur pleine contribution à la stabilité régionale.



Edmonde KABORE

« L'inclusion des jeunes filles non scolarisées dans la gouvernance locale n'est pas une faveur, c'est une reconnaissance de leur pouvoir d'agir et un levier de transformation sociale durable. »

« Ensemble, faisons entendre les voix qu'on n'écoute pas et bâtissons des espaces où chacune compte. »

Inclusion des jeunes filles non scolarisées dans la gouvernance locale à Ouagadougou

Malgré les engagements du Burkina Faso en faveur de la gouvernance inclusive, les jeunes filles non scolarisées demeurent largement absentes des espaces de participation citoyenne. Invisibles dans les statistiques et rarement ciblées par les dispositifs publics, elles subissent une triple exclusion éducative, sociale et institutionnelle qui freine leur pouvoir d'agir dans la vie publique.

Cette réalité nationale se reflète avec acuité à Ouagadougou. Les résultats de notre enquête terrain auprès de 50 jeunes filles non scolarisées à Ouagadougou révèle que 78 % d'entre elles participent activement à la vie communautaire à travers des activités d'entraide, de médiation, de sensibilisation ou d'entrepreneuriat solidaire. Pourtant, 68% se sentent « moins considérées » dans leur communauté. Les principaux obstacles identifiés sont la pauvreté, les normes

sociales restrictives, le manque d'information et l'invisibilité institutionnelle. Ces engagements informels, bien que non reconnus, constituent un socle essentiel pour renforcer la cohésion sociale et la participation locale.

Ce plaidoyer appelle à une refonte des dispositifs de participation citoyenne afin d'intégrer les jeunes filles non scolarisées comme actrices à part entière de la gouvernance locale. Il recommande notamment la création d'espaces d'expression inclusifs adaptés à leurs réalités linguistiques et sociales, l'instauration de quotas dédiés dans les cadres de concertation locaux, ainsi que le renforcement des partenariats entre collectivités, organisations communautaires et partenaires techniques pour soutenir durablement leurs initiatives citoyennes.



Amadou FALL



« Le Sénégal ne peut bâtir une paix durable et une résilience solide sans libérer le potentiel de leadership de sa jeunesse et de ses femmes, qui représentent ensemble l'immense majorité de sa population et l'avenir de la nation. »

Leadership des Femmes et des Jeunes pour un Sénégal Pacifique et Résilient

Le Sénégal dispose d'un atout démographique exceptionnel : les femmes représentent 50,2 % de sa population et les jeunes de 15 à 35 ans en constituent 35,8 %. Ensemble, ces deux groupes forment 85,8 % des Sénégalais, un capital humain immense encore largement sous-exploité dans les stratégies nationales de paix et de résilience. Ce document de plaidoyer démontre, à travers des données officielles et une revue de littérature scientifique, que l'exclusion persistante des femmes et des jeunes des instances décisionnelles constitue non seulement une perte d'opportunité, mais aussi un facteur de vulnérabilité dans un contexte régional marqué par l'instabilité et les défis climatiques.

Les femmes et les jeunes possèdent des qualités de leadership essentielles, intégrité, capacité d'écoute, innovation et résilience et sont déjà très engagés dans la vie associative (95 % des leaders interrogés). Pourtant, ils se heurtent à des barrières structurelles comme les

stéréotypes socioculturels, manque d'accès aux ressources et aux réseaux d'influence, et conflits intergénérationnels. Des initiatives locales, comme le volontariat ou l'entrepreneuriat social, prouvent néanmoins leur capacité à catalyser des changements durables et à renforcer la cohésion sociale.

Pour transformer ce potentiel en force motrice, ce plaidoyer propose **l'Initiative pour le Renforcement du Leadership Jeune et Féminin (IRLJF)**, articulée autour de trois axes : le renforcement des capacités via des formations et du mentorat, la création de mécanismes de financement autonomes (fonds rotatifs, subventions), et le développement de réseaux d'entraide et d'influence. Investir dans un leadership jeune et féminin inclusif et transformateur n'est pas une option, mais une nécessité stratégique pour construire un Sénégal pacifique, résilient et prospère.



Ramatoulaye Oumou Khairy FALL



Le leadership et la participation politique des femmes n'est pas une question de femmes. C'est une question de démocratie, c'est une question de justice sociale, et de progrès collectif.

Femmes et politique au Sénégal : le numérique comme accélérateur d'inclusion

Notre plaidoyer intitulé « *Femmes et politique au Sénégal : le numérique comme accélérateur d'inclusion* » explore comment les outils digitaux peuvent renforcer la participation politique des femmes dans un contexte où, malgré la loi sur la parité, leur présence dans les sphères de décision reste limitée.

L'étude, menée dans 14 régions du pays, combine une approche quantitative et qualitative pour analyser les obstacles, les expériences et les opportunités offertes par le numérique. Les résultats révèlent que les femmes leaders utilisent de plus en plus les plateformes en ligne pour se

former, communiquer, mobiliser et affirmer leur leadership. Cependant, des défis persistent : la fracture numérique entre zones urbaines et rurales, le manque de formation, les résistances socioculturelles et la faible reconnaissance du rôle des femmes dans la gouvernance.

Le plaidoyer recommande de renforcer les capacités numériques des femmes, de promouvoir des politiques publiques inclusives et de soutenir les initiatives qui font du digital un levier d'émancipation, de participation et de transformation sociale durable au Sénégal.



Soukainah Abdallah



Investir dans la jeunesse du Niger et au-delà du Sahel, c'est investir dans la stabilité, dans une gouvernance inclusive et une paix durable.

Construire la paix au Sahel : l'implication active des jeunes dans le processus de refondation au Niger

L'article de notre plaidoyer intitulé « *Construire la paix au Sahel : l'implication active des jeunes dans le processus de refondation au Niger* » met en avant l'importance d'une participation réelle et significative des jeunes dans le processus de refondation du pays.

Il appelle à dépasser les formes symboliques ou consultatives de participation pour offrir à la jeunesse un véritable pouvoir de décision.

Dans un contexte sahélien fragile, leur engagement est un levier de cohésion, de justice et de stabilité et un pilier central de toute refondation durable, en parfaite harmonie avec l'esprit de la Charte de la Refondation adoptée en mars 2025, fondée sur les valeurs d'inclusion, de dialogue, de participation citoyenne et de justice sociale. Autant de principes qui exigent une implication directe et active de la jeunesse au cœur du renouveau national.

L'objectif de ce plaidoyer est d'analyser les freins institutionnels, structurels et socioéconomiques qui limitent la participation des jeunes, et d'identifier des leviers concrets pour renforcer leur rôle dans la gouvernance.

Les résultats révèlent **une jeunesse nigérienne à la fois instruite et non instruite, engagée malgré les inégalités et les obstacles, mais unis par la même volonté d'être reconnue, écoutée et impliquée dans la refondation du pays et la construction de la paix.**

Le plaidoyer recommande de favoriser leur inclusion dans les instances décisionnelles, de les accompagner à travers le coaching et le mentorat, d'investir dans leur leadership et de promouvoir le dialogue intergénérationnel.



Salissou Mamane Elh. Koudoubé



« La jeunesse du Niger n'est pas seulement l'avenir du pays : elle est prête aujourd'hui à gouverner, et un quota de 25 % est la garantie minimale pour reconnaître sa place légitime dans la décision publique. »

L'INSTAURATION D'UN QUOTA DE 25% EN FAVEUR DES JEUNES AUX POSTES ÉLECTIFS ET NOMINATIFS AU NIGER

Ce plaidoyer appelle à l'adoption urgente d'un **quota légal de 25 % en faveur des jeunes** aux postes électifs et nominatifs au Niger, afin de corriger leur faible représentation dans les espaces de décision publique. Bien que les jeunes représentent [près de 60 % de la population](#), ils demeurent largement marginalisés dans les instances politiques, en dépit de politiques nationales comme la [PNJ 2023-2032](#) ou le [Programme National Intégré de la Jeunesse \(2024\)](#), qui restent non contraignants et peu appliqués. Ce plaidoyer s'aligne pleinement sur l'Agenda Jeunesse, Paix et Sécurité ([résolution 2250](#)) en renforçant la participation significative des jeunes aux décisions publiques, condition essentielle à une paix durable et inclusive au Niger

Le document met en lumière les causes structurelles de cette faible participation : normes politiques adultocentrées, faible accès aux ressources, capacités limitées, stéréotypes persistants et absence de mécanismes légaux clairs. À travers une méthodologie mixte combinant les méthodes quantitatives et qualitatives, études comparées (dont l'exemple de [l'Ouganda](#)), campagnes pilotes et suivi-évaluation, le plaidoyer démontre que

l'instauration d'un quota jeunesse est **faisable, nécessaire et alignée sur les engagements nationaux et internationaux**.

L'instauration d'un quota chiffré constitue à la fois un mécanisme d'équité et un levier stratégique pour renforcer la démocratie, améliorer la cohésion sociale et préparer une relève politique compétente. Le plaidoyer propose des mesures opérationnelles pour accompagner ce quota : programmes de renforcement des capacités (leadership, gouvernance, gestion publique), fonds national d'appui aux jeunes candidats, dispositifs de suivi-évaluation indépendants, et mécanismes légaux contre la discrimination et les violences politiques.

Face à la résistance possible de certains acteurs politiques, le plaidoyer souligne que le contexte démographique actuel crée une fenêtre d'opportunité unique pour engager une réforme structurante et inclusive. Il appelle les décideurs, les institutions publiques, les partis politiques, la société civile et les partenaires techniques à s'engager dans une démarche collaborative pour assurer une représentation réelle, légitime et durable des jeunes dans la gouvernance publique du Niger.



Maguette DIARRA



« Il ne s'agit pas seulement de quitter un modèle énergétique pour un autre : la transition énergétique au Sénégal doit être un levier de justice sociale, de gouvernance transparente, d'équité dans la redistribution des richesses et de participation effective des communautés, pour construire un développement durable inclusif. »

Le ReVERT de la médaille : la justice sociale au cœur de la transition énergétique au Sénégal

Face à l'urgence climatique et à la nécessité de réduire les émissions de gaz à effet de serre, le Sénégal s'est engagé, à l'instar de nombreux pays africains, dans une transition énergétique pensée pour ouvrir la voie à un développement plus durable. Cette mutation, soutenue notamment par le **Partenariat pour une Transition Énergétique Juste (JETP)**, vise à accroître la part des énergies renouvelables dans le mix national tout en garantissant un accès équitable et abordable à l'énergie pour toutes les couches de la population.

Mais si la transition énergétique promet un avenir plus vert, elle soulève également de nouveaux défis en matière de **justice sociale**. Derrière les grands projets d'exploitation du gaz et du pétrole, les populations des zones d'extraction (à Saint-Louis, Thiès, Fatick ou Kayar – continuent de vivre dans la précarité énergétique et sont sujets à de raves impacts environnementaux. Ce paradoxe interroge : comment transformer une richesse issue de leurs terroirs en un moteur d'équité et de développement territorial durable ?

C'est à cette question que répond le plaidoyer intitulé **“Le ReVERT de la médaille”**, porté par CAJUST (Citoyens Actifs pour la Justice Sociale). Issu de forums communautaires, d'ateliers de renforcement de capacités et de dialogues multi-acteurs menés dans plusieurs régions

du pays, ce travail a aidé à amplifier les voix de celles et ceux qui vivent au cœur de la crise : femmes transformatrices, jeunes entrepreneurs, pêcheurs et agriculteurs confrontés aux effets du changement climatique.

Le plaidoyer appelle à une transition énergétique fondée sur la justice (économique, environnementale, territoriale et sociale). Il plaide pour :

- une mise en œuvre plus inclusive et transparente des politiques publiques telles que le JETP,
- une redistribution équitable des retombées économiques,
- une participation active des collectivités locales et un meilleur accompagnement de l'économie sociale et solidaire.

L'enjeu n'est pas seulement de produire une énergie propre, mais de bâtir un modèle inclusif où la transition devient un levier de réduction des inégalités sociales qui sont souvent source de tension.

“Le ReVERT de la médaille” rappelle que la durabilité ne se mesure pas uniquement en termes de retombées économiques ou en infrastructures, mais dans la capacité à garantir la dignité, la participation et le bien-être de tous.



Mariam Aldianabangou

« Redonner aux femmes la place qu'elles méritent n'est ni un privilège ni un geste symbolique : c'est une nécessité stratégique pour renforcer la confiance, prévenir les injustices, stabiliser la ville et construire un Bamako plus juste, plus équilibré et plus innovant »

Participation des femmes dans la gouvernance à Bamako

À Bamako, les femmes jouent un rôle essentiel dans le tissu social, économique et communautaire de la ville. Elles portent les familles, soutiennent les économies locales et assurent une grande partie des services informels. Pourtant, lorsqu'il s'agit des espaces où se décident les priorités publiques, leur présence reste largement insuffisante. Cette absence limite la qualité des décisions, prive la ville d'un regard stratégique indispensable, et freine la construction d'un développement réellement inclusif.

Mon plaidoyer défend une participation active, visible et influente des femmes dans les instances de décision, les cadres de concertation et les mécanismes de consultation à Bamako. Il repose sur trois constats majeurs.

Premièrement, les dispositifs actuels ne permettent pas encore une représentation féminine à la hauteur de leur contribution à la société : peu de femmes siègent, peu sont consultées, et leur expertise est rarement valorisée. Deuxièmement, plusieurs obstacles persistent : pesanteurs sociales, faible accès à l'information, manque

d'opportunités de formation, ainsi qu'un environnement institutionnel qui ne facilite pas toujours leur implication. Enfin, la présence accrue des femmes améliorerait la pertinence, l'humanité et l'efficacité des décisions publiques, notamment sur des enjeux clés comme la sécurité, l'éducation, la cohésion sociale et la justice économique.

Le plaidoyer propose donc :

- la création de cadres permanents d'expression et de consultation des femmes, au niveau communal et du district ;
- le renforcement des capacités des femmes en leadership, analyse citoyenne, communication publique et participation civique ;
- l'application de mesures garantissant une présence féminine significative dans les espaces de décision, conformément à l'esprit de la loi 052 ;
- des partenariats entre communes, organisations féminines et institutions pour co-construire des politiques publiques plus sensibles au genre.



Zan dit Issa DIARRA

« Mon parcours d'engagement citoyen m'a révélé une évidence : La démocratie malienne ne sera inclusive que lorsque toutes les franges de la société, en particulier celles souvent invisibles et stigmatisées, sont pleinement intégrés aux décisions locales comme des citoyens à part entière. »

Participation citoyenne et gouvernance inclusive : le cas des jeunes non scolarisés et déscolarisés de la Commune V du District de Bamako

Cet article de plaidoyer explore les enjeux de l'inclusion citoyenne des jeunes non scolarisés et déscolarisés de la Commune V du District de Bamako, un groupe souvent marginalisé mais pourtant essentiel à la dynamique démocratique locale. Il part d'une question centrale : comment renforcer la participation citoyenne de ces jeunes afin de promouvoir une gouvernance réellement inclusive et participative ?

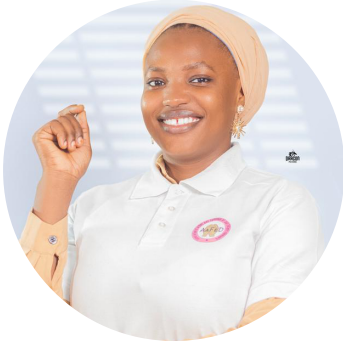
À partir d'entretiens semi-directifs menés auprès de jeunes âgés de 21 à 29 ans, l'article met en lumière une réalité trop peu reconnue : ces jeunes se considèrent pleinement comme des citoyens, votent, s'impliquent dans la vie de leur quartier et souhaitent contribuer au développement communal, mais restent largement absents des espaces formels de décision.

L'analyse révèle trois défis majeurs qui entravent leur engagement :

1. L'exclusion éducative, marquée par un taux d'analphabétisme de 73,1 % (Friedrich Ebert Stiftung) et un taux de non-scolarisation de 57,9 % (EMOP 2024)
2. Les discriminations sociales, qui les réduisent à des « illettrés », « immatures » ou « non qualifiés » ;
3. Le manque de ressources et de programmes adaptés, qui freine leur participation active.

Pourtant, malgré ces obstacles, ces jeunes font preuve d'une forte motivation. Beaucoup se définissent comme des « leaders en apprentissage », créent des associations citoyennes et formulent des propositions concrètes. Des initiatives telles que *Route Citoyenne* ainsi que des cadres institutionnels existants (PRODEC-2, Stratégie Jeunesse ONU Mali) montrent qu'avec des formations adaptées en langues locales, des espaces de dialogue inclusifs et un appui financier ciblé, leur potentiel citoyen peut être pleinement mobilisé au profit d'une gouvernance locale plus inclusive.

Pour lever les obstacles et libérer le potentiel citoyen des jeunes déscolarisés de la Commune V, l'article de plaidoyer recommande de **créer des commissions consultatives communales intégrant systématiquement les jeunes non scolarisés et déscolarisés, d'organiser des formations civiques gratuites en bambara et en français simplifié, de lancer des campagnes de sensibilisation à travers la radio et les réseaux sociaux pour combattre les stéréotypes et valoriser leurs initiatives, ainsi que de mettre en place un fonds d'appui dédié, porté par les partenaires techniques et financiers, afin de soutenir directement leurs projets et associations.**



Sakinatou Walet

«Chaque citoyen peut contribuer à un climat de dialogue et de cohésion en s'informant et en participant de manière responsable. Ensemble, nous pouvons renforcer un espace civique serein et constructif.»

Questions de droits de l'homme et espace civique en période de transition : Exemple du Mali

Cet article propose une analyse structurée des dynamiques relatives aux droits fondamentaux et à l'espace civique au Mali durant la période de transition politique. L'objectif principal est d'examiner, à travers une approche méthodologique qualitative, la manière dont les mesures et contextes de transition influencent l'exercice des libertés publiques et la participation citoyenne.

La démarche repose sur une triangulation de sources comprenant :

- l'étude de textes juridiques nationaux (Constitution, Chartes de la Transition),
- l'analyse de rapports institutionnels et spécialisés,
- et la collecte de perceptions d'acteurs variés (organisations de la société civile, défenseurs des droits humains, acteurs institutionnels).

Les résultats montrent que l'espace civique évolue dans un environnement marqué par des défis liés au contexte sociopolitique et sécuritaire. Les acteurs interrogés relèvent notamment :

1. une participation citoyenne fluctuante selon les zones,
2. un accès variable à l'information,

3. et une tendance à la prudence dans l'expression publique.

Ces constats n'impliquent pas de jugement, mais permettent d'identifier les dynamiques existantes ainsi que les mécanismes adoptés pour maintenir un cadre de dialogue et d'engagement au niveau local et communautaire. Plusieurs organisations développent en effet des stratégies d'adaptation, notamment par la sensibilisation, la médiation sociale et la formation aux droits.

L'analyse aboutit à des recommandations techniques, centrées sur :

- le renforcement des capacités institutionnelles et communautaires,
- l'amélioration des dispositifs de sensibilisation aux droits et devoirs des citoyens,
- la consolidation des espaces de concertation,
- et l'encouragement d'un dialogue inclusif, compatible avec les exigences de stabilité et de cohésion.

L'ensemble vise à contribuer à un espace civique apaisé et fonctionnel, tout en soutenant les efforts de transition et les engagements nationaux en matière de gouvernance et de droits fondamentaux.

le GYLA, une académie à pérenniser

Le Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA) constitue une réponse stratégique à l'un des enseignements majeurs issus de l'analyse d'économie politique menée par le Gorée Institute. Cette étude révèle en effet que, bien que les femmes et les jeunes portent un intérêt manifeste aux enjeux de gouvernance, de paix et de sécurité, leur présence dans les espaces décisionnels demeure largement insuffisante, en particulier dans le contexte sahélien. Ce déficit de représentation s'explique par le manque d'expérience institutionnelle, la rareté des opportunités d'engagement, une connaissance limitée des mécanismes de participation politique ainsi qu'une faible confiance en soi.

C'est précisément pour répondre à ces lacunes structurelles que le GYLA a été conçu. Le programme cible des jeunes femmes et des jeunes hommes engagés, afin de leur transmettre les compétences essentielles à la consolidation de la paix, à la prévention des conflits, au plaidoyer, au leadership transformationnel et à la participation citoyenne. Les parcours d'apprentissage du GYLA reposent sur une pédagogie active, ancrée dans les réalités locales et respectueuse des aspirations individuelles, favorisant ainsi l'émergence de leaders crédibles, outillés et influents au sein de leurs communautés.

Pérenniser le GYLA, c'est investir durablement dans un vivier de talents qui représentent la majorité démographique de la région et qui, de plus en plus, portent la responsabilité de façonner les transitions sociopolitiques en cours. C'est également consolider un réseau transnational de jeunes acteurs du changement, capables de développer des initiatives concrètes, de dialoguer avec les institutions et de contribuer à une gouvernance plus inclusive et plus résiliente.

Le GYLA n'est donc pas seulement un programme de formation : il est une plateforme essentielle de transformation sociale et politique. Assurer sa continuité, c'est garantir que les voix de la jeunesse sahélienne demeurent non seulement entendues, mais véritablement prises en compte dans la construction d'un avenir pacifique et démocratique.

UNE EXPERTISE MINUTUEUSEMENT CHOISIE POUR ACCOMPAGNER LES JEUNES

Au cœur du programme Gorée Institute Youth Leadership Academy (GYLA), des coaches engagés, professeurs d'université, leaders associatifs et spécialistes du plaidoyer; ont accompagné les jeunes dans le développement de leurs compétences et de leur vision. Par leur soutien constant et leur expérience de terrain, ils ont contribué à révéler le potentiel de chaque participant, tout en renforçant leur confiance et leur capacité à agir pour la paix, la gouvernance démocratique et le développement durable dans la région.



Dr Aly Tounkara

Directeur du Centre des Études Sécuritaires et Stratégiques au Sahel(CE3S), Enseignant-chercheur à l'Université des Lettres et des Sciences Humaines de Bamako (ULSHB), **Coach du Mali**



Sidy Cissé

Executive Director at Feedback Qualité, **Associé du Gorée Institute pour le programme GYLA**



Prof. Valérie Rouamba

Responsable du Laboratoire Genre et Développement, Enseignante chercheure au département de Sociologie de l'Université Joseph KI-ZERBO (Ouagadougou), **Coach du Burkina Faso**



Dr Saliou Faye

Enseignant-chercheur à l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) , **Coach du Sénégal**



Dr Zakari Garba Zaratou

Fondatrice du Centre d'Études, de Recherche et d'Analyses Stratégiques, **Coach du Niger**



Dr Latyr Tine

Spécialiste en Consolidation de la paix et prévention des conflits, **Coordonateur du programme GYLA**



Résidence Bibi, Rue des Gourmets,
Ile de Gorée - BP 05 - Gorée, Sénégal
Tél.: (+221) 33 849 48 49
Email: info@goreeinstitut.org
Site Web : www.goreeinstitut.org